La politique, c’est une chose trop grave pour la confier aux seuls partis !

Une nouvelle Assemblée nationale a été élue le 7 juillet dernier, dont la composition politique a déjoué tous les pronostics. Trois grands blocs s’y distinguent, le premier étant celui du nouveau Front Populaire (NPF) qui comporte 193 députés.

**Alors que 289 députés sont nécessaires pour obtenir une majorité absolue, le NPF, s’il veut appliquer son programme, ne pourra pas compter sur ses seuls élus.**

Comment faire alors, pour satisfaire les principales revendications exprimées dans le vote et dans les sondages qui ont immédiatement suivi les élections législatives ? Comment surmonter l’arithmétique née d’un front républicain qui a certes jugulé le RN, mais qui a permis le maintien d’un groupe macroniste important ?

Nous faisons face à une arithmétique défavorable, à un calendrier serré et à deux questions importantes : la première, c’est la propension des forces de gauche à la division, qui n’a été surmontée aux législatives qu’en raison de la menace extrême d’une arrivée de l’extrême-droite au pouvoir.

La seconde, c’est que même lorsqu’elle était majoritaire à l’Assemblée, la gauche a capitulé à 3 reprises face au rouleau compresseur néolibéral (1983, 1997 et 2012).

Ces capitulations pèsent aujourd’hui très lourd : ce sont elles qui sont la cause de l’abstention électorale d’une part importante des catégories populaires, qui affaiblissent la gauche et font du RN la force politique la plus importante.

Il nous faut donc parvenir à maintenir l’unité, mettre à l’ordre du jour les mesures contenues dans le programme du NFP et les faire aboutir pour démonétiser le RN. Et si nous n’y parvenons pas, il faudra que ce ne soit ni du fait de notre désunion, ni de notre renoncement. Si nous échouions, mais que notre échec faisait apparaître clairement que le seul bloc politique qui porte les aspirations populaires, c’est le NFP, alors nous pourrions affronter plus sereinement une échéance électorale qui pourrait se présenter dans 11 mois au plus tôt et dans 33 mois au plus tard.

**Garantir l’unité, c’est continuer de faire vivre le NFP comme il a vécu pendant la campagne des législatives, comme un véritable front populaire qui entraîne les partis et dans lequel le monde syndical, monde associatif et toutes ces personnes nées au militantisme à cette occasion jouent un rôle essentiel.** Livrés à eux-mêmes, les partis politiques seraient à nouveau prisonniers de leur course à l’échalotte pour déterminer qui, parmi eux, serait le nain le plus grand.

Garantir la défense du programme du NFP, c’est organiser tous ensemble, localement et nationalement, la mobilisation pour porter son programme de progrès social et démocratique.

Échaudées par un passé marqué par une trop grande proximité avec les partis, les organisations syndicales avaient poussé trop loin le balancier de la prise de distance, confondant parfois la politique et les partis politiques. La gravité de la situation doit nous inciter à poursuivre dans ce que nous avons, heureusement, initié lors des législatives.

Si, comme le confirment les études et les sondages, les Français ne sont pas racistes dans leur grande majorité (rapport CNCDH de novembre 2023), s’il est vrai que leurs deux principales préoccupations, bien avant les questions d’immigration, ce sont le pouvoir d’achat et le système social (sondage IPSOS-La Tribune Juillet 2024), alors, la balle est dans notre camp.

Sachons la saisir en mettant en place localement un Nouveau Front Populaire qui soit le lieu de rassemblement, de débats, de décisions et de luttes de toutes celles et ceux qui se battent pour le progrès social, l’antiracisme, le féminisme et une démocratie réelle.

Karl Ghazi, syndicaliste